

# Réception et mémoire du coup d'Etat au Chili

**Elodie Giraudier\***

\* *Université Paris 3-  
Sorbonne Nouvelle  
(IHEAL), CREDA-UMR  
7227*

**I**l y a quarante ans, le coup d'Etat militaire du 11 septembre 1973 mettait fin aux mille jours de l'Unité populaire, qui avaient suscité l'intérêt de nombreux observateurs étrangers. Les images du bombardement du palais présidentiel de La Moneda par l'armée de l'air, puis celles de la répression, témoignent de la brutalité du putsch chilien. Dans une Amérique du Sud polarisée par la Guerre Froide, les militaires chiliens interviennent pour « extirper le cancer marxiste »<sup>1</sup>.

De ce fait, le coup d'Etat du général Pinochet a une réception nationale et internationale. Dans un pays de tradition démocratique, c'est surtout la brutalité du putsch qui a surpris. Alors que la répression touche immédiatement la gauche, le Parti démocrate-chrétien (PDC) se divise face à cet événement en une déclaration de la direction du parti, le 12 septembre 1973, et une déclaration dissidente, le lendemain.

La situation de ce pays du bout du monde a suscité une mobilisation internationale. L'exil et le parallèle entre le système politique français voire européen et le système de partis chilien ont favorisé la solidarité avec les victimes de la répression. La déclaration du 13 septembre 1973 a d'ailleurs eu davantage une portée internationale que nationale. Ces dernières années, les documents et les études sur le coup d'Etat se sont multipliés, notamment à partir des archives déclassifiées de la CIA. Le versant socialiste et communiste a été beaucoup plus étudié que le versant démocrate-chrétien que nous

1. Général Gustavo Leigh Guzmán.



## Réception et mémoire du coup d'Etat au Chili

explorerons davantage dans cette Note à travers des sources orales constituées en particulier pendant l'hiver austral 2013. Si les sources orales ne sont pas encore très utilisées dans l'historiographie française par rapport aux historiographies italiennes ou latino-américaines, elles permettent d'apporter un autre éclairage que les sources écrites par rapport à la mémoire d'un événement, même si elles sont parfois aléatoires et doivent être croisées avec d'autres types de sources.

Cette Note entend analyser la réception et la mémoire du coup d'Etat chilien dans un contexte de Guerre Froide et de liens particuliers entre ce pays du Cône Sud et l'Europe. Il s'agira d'analyser le processus de dépassement de cette mémoire, chez les socialistes et les démocrates-chrétiens, pour constituer une alliance et s'opposer à la dictature militaire. Enfin, à quarante ans du coup d'Etat, la mémoire des Chiliens et des différentes familles politiques reste divisée sur ces événements en dépit d'une timide évolution.

### LE COUP D'ÉTAT, ENTRE « SOULAGEMENT »<sup>2</sup> ET SURPRISE PAR RAPPORT À SA BRUTALITÉ

La majorité des témoignages recueillis parmi les milieux démocrates-chrétiens et socialistes fait état de l'imminence, du caractère inévitable d'un coup d'Etat dans les derniers mois de l'Unité populaire. Face à la désorganisation économique, au marché noir et au blocage politique, les Chiliens ont conscience que la situation ne pourra pas continuer longtemps. D'après Cristián Gazmuri, entre 1970 et 1973, le taux de croissance du PIB est de 0,5 % et celui du PIB par habitant de - 1,2 %<sup>3</sup>. Les problèmes d'approvisionnement et les longues files d'attentes devant les commerces rendent difficile la vie quotidienne.

Pour certains Chiliens, un coup d'Etat devait apporter une solution et « soulager » le pays. Des bases démocrates-chrétiennes proches des milieux militaires leur demandent d'intervenir, mais ces derniers répondent qu'il ne faut pas les appeler car ils ne savent

2. Olivier Compagnon, « L'Eglise catholique et la démocratie chrétienne face à la dictature. Du consentement à l'opposition », *L'Ordinaire Latino-américain* (Toulouse), n° 193, septembre 2003, p. 55-61.

3. Cristián Gazmuri, *Historia de Chile 1891-1994. Política, economía, sociedad, cultura, vida privada, episodios*, Santiago de Chile, Instituto de Historia, Pontificia Universidad Católica de Chile, RIL Editores, 2012, p. 330.



## Réception et mémoire du coup d'Etat au Chili

pas gouverner, mais faire la guerre<sup>4</sup>. Le 11 septembre 1973, la droite et certains démocrates-chrétiens ont célébré le coup d'Etat avec du champagne tandis que la répression s'abattait sur les anciens membres du gouvernement déchu et les partis de gauche. Le démocrate-chrétien Roberto Durán a quant à lui ressenti une immense tristesse car il connaissait personnellement Salvador Allende, qui a été une référence dans son parcours politique<sup>5</sup>. L'ancien idéologue de la gauche de la Démocratie chrétienne, puis dirigeant du Mouvement d'action populaire unitaire (MAPU) et de la Gauche chrétienne (*Izquierda Cristiana*, IC) Julio Silva Solar se rappelle de la « forte peur collective » et de « l'anesthésie générale » en raison de la très forte répression et des faits inédits passés lors du coup d'Etat et de la dictature<sup>6</sup>.

Le premier parti politique chilien, la Démocratie chrétienne, n'a pas une réaction unanime face au coup d'Etat. Cette dernière a eu parfois l'image internationale d'un parti « putschiste », mais la situation est beaucoup plus complexe qu'elle n'y paraît.

D'après de nombreux témoignages, une majorité de militants démocrates-chrétiens étaient favorables au coup d'Etat – 90 % pour Pedro Felipe Ramírez – même s'ils auraient préféré une autre solution. Du côté socialiste, l'affirmation est sans équivoque : pour Carlos Ominami, « il est si clair que la DC a appuyé le coup d'Etat que treize dirigeants se sont sentis obligés de le condamner »<sup>7</sup>. Chez certains secteurs DC, « la direction de la Démocratie chrétienne a autorisé le coup d'Etat »<sup>8</sup>. Le 12 septembre 1973, la déclaration de la direction du PDC « regrette » ce qui s'est passé, mais affirme que la responsabilité du coup d'Etat incombe à l'Unité populaire<sup>9</sup>. Les forces armées et les carabiniers « n'ont pas cherché le pouvoir » et les « intentions de rétablissement de la normalité constitutionnelle, de la paix et de l'unité entre les Chiliens exprimées par la

4. Entretien avec des militants démocrates-chrétiens, Santiago du Chili, juillet 2013.

5. Entretien avec Roberto Durán, Santiago du Chili, 5 août 2013.

6. Entretien avec Julio Silva Solar, Santiago du Chili, 27 décembre 2006.

7. « *Es tan claro que la DC apoyó mayoritariamente al golpe que unos 13 dirigentes se sintieron la obligación de rechazarlo* », entretien avec Carlos Ominami Pascal, Santiago du Chili, 9 septembre 2013.

8. « *La dirigencia de la Democracia Cristiana dio el visto bueno al golpe de Estado* », entretien avec Esteban Tomic Errázuriz, Santiago du Chili, 8 juillet 2013.

9. « *1. Los hechos que vive Chile son consecuencia del desastre económico, el caos institucional, la violencia armada y la crisis moral a que el gobierno despuesto condujo al país, que llevaron al pueblo chileno a la angustia y la desesperación* », cité dans Patricio Aylwin Azócar, *El Reencuentro de los Demócratas. Del Golpe al Triunfo del No*, Santiago de Chile, Ediciones Grupo Zeta, p. 31.



## Réception et mémoire du coup d'Etat au Chili

Junta militaire de gouvernement interprètent le sentiment général et méritent la collaboration patriotique de tous les secteurs »<sup>10</sup>.

Pour la direction du PDC, le coup d'Etat met fin au gouvernement d'Allende, le pays va se « normaliser » et Frei pourra être ensuite candidat à la présidence. Il est donc « naturel » de participer à un « gouvernement de transition ». Patricio Aylwin, président du PDC, Eduardo Frei Montalva et les principaux dirigeants du parti ont cru que c'était un coup d'Etat qui installait un gouvernement militaire pour huit mois ou un an, mais qu'ensuite, il y aurait des élections et les démocrates-chrétiens reviendraient au pouvoir<sup>11</sup>. De ce fait, Eduardo Frei Montalva est allé voir Pinochet après le bombardement de La Moneda<sup>12</sup>. Des démocrates-chrétiens comme Carlos Massad, président de la Banque centrale sous Frei Montalva, et Juan Villarzú, ont participé au gouvernement militaire, notamment en économie car les militaires étaient inexpérimentés dans ce domaine et on pensait qu'ils allaient rendre rapidement le pouvoir aux civils.

La plupart des Chiliens s'attendaient à un court régime militaire, voire à un régime de type uruguayen avec « façade civiliste »<sup>13</sup>. La position de la direction du PDC s'explique par le « mythe » de forces armées apolitiques qui ont peu bouleversé la vie politique du pays depuis l'Indépendance en comparaison avec d'autres pays sud-américains, mais qui ont tout de même été à l'origine de coups d'Etat ou de mouvements de troupes en 1924, 1932, 1969 (« *tacnazo* ») et 1973 (« *tancazo* » et coup d'Etat). De plus, à partir de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, la franc-maçonnerie réduit son influence au sein de l'armée chilienne au profit des Etats-Unis qui transmettent ainsi la Doctrine de sécurité nationale. Au tournant des années 1950 et 1960, les archives de l'ambassade du Chili à Washington contiennent d'innombrables documents sur la coopération militaire.

En outre, pour l'historienne Olga Ulianova, il y a une différence entre l'acceptation du coup d'Etat et le soutien à la dictature. Elle montre aussi que, face à un

10. « 2. *Los antecedentes demuestran que las FF.AA. y Carabineros no buscaron el poder (...)*. 3. *Los propósitos de restablecimiento de la normalidad institucional y de paz y unidad entre los chilenos expresados por la Junta Militar de Gobierno, interpretan el sentimiento general y merecen la patriótica cooperación de todos los sectores (...)* », *Ibidem*, p. 32.

11. Entretien avec Otto Boye Soto, Santiago du Chili, 22 septembre 2006.

12. Entretien avec Carlos Ominami Pascual, Santiago du Chili, 9 juillet 2013.

13. Bérengère Marqués-Pereira et David Garibay, *La politique en Amérique latine. Histoire, institutions et citoyennetés*, Paris, Armand Colin, 2011, p. 89.



## Réception et mémoire du coup d'Etat au Chili

même événement, les lectures sont différentes. Une semaine après le coup d'Etat, le 18 septembre, jour de la fête nationale, le général Pinochet invite à assister au traditionnel Te Deum les anciens présidents de la République, Gabriel González Videla, Jorge Alessandri et Eduardo Frei Montalva. L'opposition à Pinochet et les victimes du coup d'Etat condamnent la présence d'Eduardo Frei Montalva à cette cérémonie. Au contraire, les documents déclassifiés nord-américains font plutôt état de la fronde de Frei. A la fin de la cérémonie, Gabriel González Videla et Jorge Alessandri vont saluer les membres de la Junte tandis que Frei quitte le Temple de la gratitude nationale dès la fin de la messe et déclare qu'« il est venu prier pour la paix au Chili avec [son] guide spirituel, le Cardinal »<sup>14</sup>. D'après les documents déclassifiés, le général Pinochet était furieux car Frei l'avait humilié<sup>15</sup>.

Après une réunion préparatoire le jour du *pronunciamiento* au domicile de Bernardo Leighton<sup>16</sup>, le 13 septembre 1973, la déclaration d'un groupe minoritaire de démocrates-chrétiens « condamn[e] catégoriquement le renversement du président constitutionnel du Chili », reconnaît une responsabilité du gouvernement et de l'opposition dans la fin de la démocratie et affirme qu'il existait des solutions démocratiques pour empêcher l'« installation d'un régime totalitaire »<sup>17</sup>. Sont présents à la réunion Bernardo Leighton, Radomiro Tomic, Renán Fuentealba Moena, Ignacio Palma, Fernando Sanhueza, Sergio Saavedra, Claudio Huepe, Andrés Aylwin, Mariano Ruiz-Esquide, Jorge Cash, Jorge Donoso, Belisario Velasco, Ignacio Balbontín et Florencio Ceballos. La Junte militaire a failli fusiller ce groupe « pour trahison à la patrie » et la direction du PDC a failli les expulser du parti.

Ces deux attitudes, ces deux déclarations – celles du 12 septembre et celles du 13 septembre – peuvent apparaître comme des nuances, des différences de vocabulaire

14. Dans ses Mémoires, le Cardinal Raúl Silva Henríquez écrit que Frei ne voulait pas aller au Te Deum, mais qu'il s'y est rendu en tant que catholique et pour ne pas laisser l'archevêque de Santiago seul : Ascanio Cavallo (éd.), *Memorias. Cardenal Raúl Silva Henríquez*, Tomo II, Santiago de Chile, Ediciones Copygraph, 1991, p. 290.

15. Entretien avec Olga Ulianova, Santiago du Chili, 30 juillet 2013.

16. Entretien avec Ignacio Balbontín, Santiago du Chili, 13 décembre 2006.

17. « 1. *Condenamos categóricamente el derrocamiento del Presidente Constitucional de Chile, señor Salvador Allende, de cuyo Gobierno, por decisión de la voluntad popular y de nuestro partido, fuimos invariables opositores.* (...) 3. *La falta de rectificación, que en definitiva nos llevó a la tragedia, es responsabilidad de todos, Gobierno y oposición, porque el deber de mantener una democracia no puede ser eludido por nadie* (...). 4. (...) *Reiteramos hoy, igual que siempre, nuestra convicción profunda de que dentro de los cauces democráticos habríamos podido evitar a Chile la implantación de un régimen totalitario sin necesidad de pagar el costo de vidas y los excesos inevitables en las soluciones de fuerza.* », cité dans *Ibidem*, p. 33.



## Réception et mémoire du coup d'Etat au Chili

(« nous regrettons/*lamentamos* » et « nous rejetons/*rechazamos* » le coup d'Etat), mais elles correspondent à deux positions distinctes, qui remontent aux derniers mois de l'Unité populaire. Lors de la *Junta Nacional* de mai 1973, la direction Fuentealba, dont faisaient partie Bernardo Leighton et Belisario Velasco, a été défaite à 45 % des voix contre 55 % pour Patricio Aylwin qui avait pour slogan « il ne faut rien passer au gouvernement » (« *no hay que dejarle pasar una al gobierno* ») et « il faut passer des mots aux faits » (« *hay que pasar de las palabras a los hechos* »)<sup>18</sup>. Un élément d'explication peut être, pour la direction du PDC, un antimarxisme plus fort que le respect de la démocratie. Certains font aussi allusion à une rivalité entre Eduardo Frei Montalva et Bernardo Leighton, qui date de leurs débuts politiques<sup>19</sup>. Une autre piste serait le financement du secteur freiste par la Fondation Konrad Adenauer dont le représentant au Chili a appuyé le coup d'Etat.

La déclaration du 12 septembre 1973 et la lettre d'Eduardo Frei Montalva à Mariano Rumor, président de l'Union mondiale démocrate-chrétienne (8 novembre 1973) ont terni l'image internationale du PDC. Les démocrates-chrétiens italiens sont « horrifiés »<sup>20</sup> et ils échangent des lettres entre eux pour essayer de convaincre Frei de changer de position, tandis qu'en Allemagne, la CDU-CSU se divise sur le cas chilien. Or, la déclaration du 13 septembre a eu une diffusion plus internationale que nationale car elle a été distribuée aux agences de presse internationales et aux ambassades, tandis que les moyens de communication chiliens ont refusé de la diffuser<sup>21</sup>. Cette dernière a favorisé le rapprochement entre démocrates-chrétiens et socialistes et le dépassement du souvenir de l'Unité populaire et du coup d'Etat.

### DÉPASSER LE SOUVENIR DU COUP D'ÉTAT POUR S'OPPOSER À PINOCHET

Au début de la dictature, les socialistes tiennent rigueur à la Démocratie chrétienne pour la fin de l'Unité populaire et les démocrates-chrétiens jugent l'Unité populaire en partie ou complètement responsable de la fin de la démocratie. Néanmoins, un rapprochement s'opère au Chili essentiellement au niveau des bases et à l'extérieur avec l'exil.

18. Entretien avec Belisario Velasco, 28 août 2013 ; Ignacio González Camus, *Renán Fuentealba. En la génesis de la Concertación*, Santiago de Chile, Catalonia, 2007, p. 141.

19. Entretien avec Carlos Huneeus, Santiago du Chili, 26 août 2013.

20. Entretien avec Olga Ulianova, Santiago du Chili, 30 juillet 2013.

21. Belisario Velasco, « Declaración de los 13 », *La Tercera*, 24 août 2013.



## Réception et mémoire du coup d'Etat au Chili

Il faut souligner que la position de la direction du PDC change cinquante à soixante jours après le coup d'Etat. Fin octobre 1973, l'ambassadeur étatsunien à Santiago, Nathaniel Davis, se réunit avec Frei avant de rentrer aux Etats-Unis. L'ancien président en profite pour aborder le problème des violations des droits de l'homme et de ce que l'on connaît aujourd'hui sous le nom de Caravane de la mort, les exécutions sommaires dans la région de La Serena-Coquimbo<sup>22</sup>. Quand la direction du PDC apprend les violations des droits de l'homme et voit que les militaires se préparent à un gouvernement long, elle prend le chemin de l'opposition<sup>23</sup> et s'associe notamment à la défense des victimes de la dictature. Ainsi, Andrés Aylwin, Jaime Castillo Velasco et Ricardo Hormazábal sont quelques-uns des nombreux avocats qui ont fait des recours de protection auprès des tribunaux chiliens. Jaime Castillo Velasco fonde en 1978 la Commission chilienne des droits de l'homme, un organisme indépendant de l'Eglise catholique et du Vicariat de la solidarité.

Sur le plan social, les réseaux s'organisent malgré la répression et ils dépassent les clivages partisans : le démocrate-chrétien Juan Manuel Sepúlveda a organisé les ouvriers métallurgiques avec l'aide de communistes. Avec un autre dirigeant syndical démocrate-chrétien, Manuel Bustos, et d'autres forces politiques, il a créé un référent syndical unitaire opposé à la dictature qui a fonctionné clandestinement durant les premières années du régime militaire, la Coordination syndicale, et qui était le reflet de la Centrale unique des travailleurs (CUT) d'avant 1973<sup>24</sup>.

Sur le plan strictement politique, la première réunion clandestine socialiste a lieu dans la *Casa de Ejercicio*<sup>25</sup> démocrate-chrétienne de Talagante. Certains socialistes y ont même effectué de courts séjours. Ce lieu de formation démocrate-chrétien avait été cédé à l'archevêché de Santiago pour éviter une expropriation militaire<sup>26</sup>.

A l'extérieur, si la France accueille plutôt des exilés de gauche, les démocrates-chrétiens se trouvent surtout aux Etats-Unis, en Italie, en Belgique et aux Pays-Bas. En Italie, la

22. Entretien avec Olga Ulianova, Santiago du Chili, 30 juillet 2013.

23. Entretien avec Pedro Felipe Ramírez, Santiago du Chili, 29 août 2013.

24. Entretien avec Juan Manuel Sepúlveda, Santiago du Chili, 19 août 2013.

25. Lieu de formation du PDC, situé à 35 kilomètres au sud-ouest de Santiago et qui pouvait héberger jusqu'à 200 personnes.

26. Entretien avec Reinaldo Sapag, Santiago du Chili, 23 août 2013.



## Réception et mémoire du coup d'Etat au Chili

revue *Chile-América* (1974-1983) a été fondée par Estebán Tomic (PDC), Bernardo Leighton (PDC), Julio Silva Solar (Gauche chrétienne/*Izquierda Cristiana*) et José Antonio Viera-Gallo (MAPU). Aux Pays-Bas, l'Institut pour le Nouveau Chili est dirigé par le démocrate-chrétien Otto Boye et le socialiste Jorge Arrate<sup>27</sup>. Il organise des universités d'été où échangent des personnes de divers horizons professionnels et politiques. En tant que président de l'Internationale démocrate-chrétienne, Andrés Zaldívar coordonne des actions contre la dictature avec l'Internationale socialiste et l'Internationale libérale. Cette stratégie gagne la direction du PDC au Chili en 1982 avec l'élection de Gabriel Valdés Subercaseaux (ancien ministre des Affaires étrangères de Frei). Issu des « *chascones* »<sup>28</sup>, le courant le plus à gauche de la DC, il maintient des liens étroits avec des socialistes modérés (le Parti socialiste de Núñez) et soutient une stratégie insurrectionnelle d'opposition à la dictature.

Le contexte international et national favorise ce dépassement d'un passé sensible entre socialistes et démocrates-chrétiens. Dès la fin des années 1970, les Etats-Unis et la communauté internationale font pression sur les militaires pour une progressive libéralisation de la vie politique. A partir de 1973, le Congrès américain s'émeut de la violation des droits de l'homme au Chili et cherche à réduire l'aide militaire aux dictatures latino-américaines<sup>29</sup>. Sur le plan intérieur, les militaires ont institutionnalisé leur pouvoir avec la Constitution de 1980, qui prévoit une consultation des Chiliens en 1988. Au tournant des années 1970-1980, la relative ouverture politique permet le retour d'exil de certains démocrates-chrétiens (Bernardo Leighton en 1978, Jaime Castillo Velasco en 1983). Au sein des partis politiques, malgré la clandestinité, s'opère un processus de rénovation idéologique. Lors de nombreux entretiens, des démocrates-chrétiens soulignent que les socialistes en exil ont appris à valoriser la démocratie et ont abandonné le marxisme au profit de la social-démocratie. Enfin, de nombreux militants et dirigeants socialistes étaient sortis des rangs de la Démocratie chrétienne avec les scissions du MAPU en 1969 et de l'IC en 1971. Ils ont donc une formation politique en partie commune avec leurs homologues du PDC.

27. Entretien avec Otto Boye Soto, Santiago du Chili, 2 novembre 2006.

28. Courant politique interne au PDC. Littéralement, les « chevelus », secteur qui a condamné le coup d'Etat en 1973.

29. Isabelle Vagnoux, « Washington et les régimes militaires sud-américains (1964-1989). Des alliances encombrantes », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 2010, n° 105, p. 25.





## Réception et mémoire du coup d'Etat au Chili

Ce processus a permis l'alliance entre le pôle socialiste et le pôle démocrate-chrétien, axes de la Concertation des partis pour le non à Pinochet, devenue Concertation des partis pour la démocratie, qui a dirigé pendant vingt ans le pays (1990-2010). Dans la perspective des élections présidentielles et législatives du 17 novembre 2013, les communistes ont intégré cette coalition qui est devenue la Nouvelle Majorité.

Quarante ans après le putsch, le passé sensible entre socialistes et démocrates-chrétiens semble relativement dépassé. Pourtant, la perspective des commémorations du coup d'Etat militaire montre que cet événement continue à diviser les Chiliens à plusieurs niveaux.

### LA MÉMOIRE DIVISÉE, QUARANTE ANS APRÈS

La société chilienne n'est pas réconciliée sur des thèmes vieux de quarante à cinquante ans comme la réforme agraire et le coup d'Etat. Ainsi, l'économiste démocrate-chrétien Ricardo Ffrench-Davis a longtemps refusé d'évoquer publiquement l'Unité populaire car il a un sentiment de perte, de gaspillage de possibilités et de sacrifice inutile<sup>30</sup>. Néanmoins, les positions évoluent lentement.

La droite au pouvoir depuis les élections présidentielles de 2010 accuse l'opposition et notamment les partis de gauche d'une utilisation politique de la mémoire du coup d'Etat. Toutefois, le président Sebastián Piñera a récemment reconnu qu'il restait encore du chemin à parcourir avant de faire toute la vérité et que la justice et la presse « n'ont pas été à la hauteur » pendant la dictature en matière de défense des droits de l'homme<sup>31</sup>.

La perspective des élections présidentielles et législatives renforce les efforts de cohésion de la Nouvelle Majorité autour de la mémoire du coup d'Etat. Ainsi, le séminaire « Salvador Allende : République, démocratie et socialisme » a réuni les sénateurs socialistes Isabel Allende et Juan Pablo Letelier ainsi que les démocrates-chrétiens Jorge Pizarro, Ignacio Walker et Soledad Alvear<sup>32</sup>, pour rendre hommage au président socialiste.

30. Entretien avec Ricardo Ffrench-Davis, Santiago du Chili, 30 juillet 2013.

31. Anonyme, « Presidente Piñera a 40 años del Golpe de Estado: "Todavía falta verdad y falta justicia" », *La Tercera*, 5 septembre 1973.

32. Carolina Mascareño O., « Bachelet por Golpe Militar: "Un país que oculta su historia bajo la alfombra se arriesga a tropezar una y otra vez" », *La Tercera*, 7 septembre 2013.



## Réception et mémoire du coup d'Etat au Chili

Toutefois, la commémoration du coup d'Etat met à nouveau en lumière les différentes positions des démocrates-chrétiens en septembre 1973. Patricio Aylwin a reconnu oralement au début des années 1980 qu'il s'était trompé sur le coup d'Etat et que c'était la déclaration du 13 septembre qui avait exprimé la vision la plus juste<sup>33</sup>. Il l'a reconnu ensuite par écrit dans son livre *El Reencuentro de los Demócratas*, paru en 1998<sup>34</sup>. Le vice-président du PDC en 1973, le sénateur Andrés Zaldívar, va dans le même sens. Pour lui, la DC ne s'est pas divisée face au coup d'Etat, il y a eu des nuances d'appréciation et c'est surtout à l'étranger que l'on parle de « division ». Il y a eu deux approches différentes et celle du 13 septembre a été plus « visionnaire » que l'autre. Il reconnaît la « naïveté » de la direction du PDC car elle pensait que les militaires allaient respecter leur *bando* (arrêté) n° 1 et rendre le pouvoir le plus rapidement possible aux civils. La déclaration du 13 septembre avait vu juste en ce qu'il n'y a plus eu de retour en arrière<sup>35</sup>. En effet, la dictature s'est installée pendant dix-sept ans, elle a entraîné la mort de plus de 3 000 personnes, les militaires ont institutionnalisé leur pouvoir (Constitution de 1980) et ont imposé la politique économique néolibérale des *Chicago boys*.

Lors de la dernière *Junta Nacional* du PDC, le 10 août 2013 à Valparaíso, des dirigeants ouvriers, de la jeunesse et des bases communales ont rendu hommage aux treize démocrates-chrétiens qui ont signé la déclaration du 13 septembre, sans que cela soit prévu dans le programme de la réunion. La *Junta* a fait sienne la proposition d'un des dirigeants d'inclure dans le vote politique « l'engagement de la DC dans la défense des droits de l'homme, la liberté et la démocratie et donner une plus grande valeur à la déclaration qu'ont signée treize camarades remarquables, dirigés par Bernardo Leighton, le 13 septembre 1973 »<sup>36</sup>. Certains dirigeants démocrates-chrétiens proposent même que la déclaration du 13 septembre 1973 remplace celle du 12 septembre. Pour Belisario Velasco, il s'agit d'une tentative de réécrire ce qui s'est passé. Or « l'histoire est comme le soleil, on ne peut pas le cacher avec un doigt, on ne peut pas l'effacer par un accord »<sup>37</sup>.

33. Entretien avec Belisario Velasco Baraona, Santiago du Chili, 26 août 2013.

34. « Al leer ahora ambas declaraciones [del 12 y del 13 de septiembre de 1973], en conocimiento de lo que ocurrió después, parece más acertada la segunda. Mientras ésta "condena" el golpe y se anticipa a calificar de "totalitario" al régimen militar, la primera "lo lamenta", procura explicarlo y abriga esperanza acerca de la naturaleza, orientación y duración del gobierno militar », Patricio Aylwin Azócar, *El Reencuentro de los Demócratas...*, op. cit., p. 34.

35. Entretien avec Andrés Zaldívar, Valparaíso, 27 août 2013.

36. « El compromiso de la DC con la vigencia de los derechos humanos, con la libertad y la democracia, y valora la declaración suscrita por 13 distinguidos camaradas, encabezados por Bernardo Leighton, el 13 de septiembre de 1973 », cité par Belisario Velasco, "Declaración de los 13", *La Tercera*, 24 août 2013.

37. « La historia es como el sol, no se tapa con un dedo ni aquella con un acuerdo », Belisario Velasco, art. cit.



Réception  
et mémoire  
du coup d'Etat  
au Chili

Ainsi, la réception du coup d'État chilien a été multiforme. Si le putsch semblait inévitable en 1973, sa brutalité a surpris les socialistes et les démocrates-chrétiens. Du côté démocrate-chrétien, les deux déclarations – celle, officielle, du 12 septembre 1973, et celle, dissidente, du 13 septembre – sont issues de deux stratégies différentes d'opposition à l'Unité populaire, qui structurent toujours d'une certaine façon le débat interne. A quarante ans du coup d'État, cet événement qui a marqué la vie de nombreuses générations de Chiliens continue d'être source de discussions voire d'affrontements politiques, même si les positions évoluent lentement.